quand les étudiants ont découvert que ces craintes étaient injustifiées.

● (1620)

La stratégie élaborée par le gouvernement fédéral en vue d'accroître son aide à l'éducation postsecondaire pour les années 80, comprend trois offensives majeures. La première vise à affermir les programmes et politiques axés sur des objectifs nationaux précis, par exemple à offrir aux Canadiens les connaissances et les compétences nécessaires pour tirer profit des nombreuses perspectives qu'offre notre économie en expansion, à favoriser la recherche et le développement en renforçant les programmes ayant trait aux langues officielles à l'éducation et aux connaissances générales et à venir en aide aux étudiants et aux stagiaires en favorisant l'accessibilité, l'égalité et la mobilité.

L'objectif de la deuxième offensive est de maintenir à un niveau élevé l'appui indirect offert aux provinces, aux étudiants et aux établissements en matière d'éducation postsecondaire, en respectant la nature du rôle fédéral. Les mécanismes prévus doivent permettre de rendre des comptes au Parlement du Canada et de s'assurer ainsi que l'argent des contribuables est dépensé de la manière indiquée. Ce ne fut pas toujours le cas, malheureusement. Il importe, selon moi, que le gouvernement du Canada insiste sur cette nécessité dans toutes les négociations ayant trait à l'avenir de l'éducation postsecondaire et aux formules de financement.

En troisième lieu, il faut renforcer les mécanismes favorisant une prise de décisions efficace et une participation plus large.

Je voudrais maintenant passer au détail de ces trois éléments de notre stratégie. Le premier élément que j'ai mentionné consiste à accroître l'aide fédérale relativement aux ressources humaines, aux objectifs sociaux et autres objectifs nationaux.

Dans son témoignage devant le groupe de travail parlementaire sur les relations fédérales-provinciales, le secrétaire d'État de l'époque avait commencé à définir des objectifs nationaux précis. L'objectif national inhérent à la participation fédérale aux frais de l'éducation postsecondaire, tel que défini à ce moment-là, a été généralement bien accueilli et semble constituer une bonne base à toute politique et à tout programme fédéral pour les années 80. Je compte publier d'ici peu un nouvel exposé des objectifs qui tiendront compte des avis exprimés et permettront au public de faire connaître son point de vue à nouveau. Je songe également à consulter les groupes et les personnes intéressés au sujet des principes de base de la politique et des programmes fédéraux ainsi qu'au sujet d'autres questions ayant trait aux objectifs nationaux dans le domaine de l'éducation et du développement des ressources humaines.

Dans certains domaines, nous avons déjà commencé à renforcer les programmes fédéraux à l'appui de ces objectifs nationaux. Un groupe de travail fédéral-provincial a déjà reconnu les moyens d'améliorer les programmes d'aide aux étudiants. Je dois rencontrer prochainement mes homologues provinciaux pour discuter des programmes fédéraux concernant les langues officielles dans l'enseignement. Nous entendons aller de l'avant dans ces domaines, en plus de procéder à une évaluation globale de tous les programmes fédéraux visant à favoriser la mise en valeur des ressources humaines.

Le deuxième volet de la stratégie consiste à maintenir l'appui fédéral solide à l'infrastructure postsecondaire. La

pleine réalisation des objectifs en ce qui a trait à la mise en valeur des ressources humaines dépend en dernière analyse d'universités et de collèges forts, autonomes et souples, d'un régime d'enseignement secondaire supérieur qui dispose des incitations et des moyens de favoriser le perfectionnement des talents individuels et la poursuite des objectifs nationaux.

Compte tenu des accords constitutionnels, les provinces ont pour premier rôle d'assurer à l'infrastructure postsecondaire le financement dont elle a besoin. Cependant, le gouvernement fédéral, afin de maintenir l'enseignement secondaire supérieur au plus haut niveau partout au Canada, a dû pendant de très nombreuses années appuyer cette infrastructure et il continuera de le faire.

Cette aide a été accordée par l'intermédiaire des provinces et aussi sous forme de subventions offertes directement aux étudiants et aux établissements d'enseignement postsecondaire proprement dits, lorsque cela se justifie, compte tenu de la nature du rôle du gouvernement fédéral. Pour ce qui est des subventions accordées par l'intermédiaire des provinces, le gouvernement trouve la recommandation du groupe de travail parlementaire sur les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux très intéressante; d'après ce groupe de travail, il faudrait faire des arrangements financiers distincts pour les programmes relatifs à l'enseignement postsecondaire et à la santé et stipuler qu'une certaine somme doit être affectée à ces programmes et non pas servir à financer d'autres programmes. Grâce à ce changement, non seulement les intentions de ceux qui approuvent ces subventions à la Chambre seront respectées mais les Canadiens seront certains que les subventions destinées à l'éducation ne seront pas détournées par les provinces à d'autres fins.

Il faut revoir le montant des subventions fédérales qui devraient être accordées de cette façon. En vertu du financement de programmes établis, la participation du gouvernement fédéral au financement de l'infrastructure postsecondaire a rapidement augmenté. Dans certaines provinces, la participation du gouvernement provincial a nettement diminué. Il faut étudier attentivement les arrangements qui permettent aux provinces de se débarrasser de ce fardeau sur le dos du gouvernement fédéral alors que l'éducation relève d'elles avant tout.

Plus on utilise de fonds fédéraux ainsi, moins on en a à consacrer aux programmes nationaux essentiels de développement des ressources humaines qui, de par leur nature même, ne peuvent venir que du gouvernement fédéral. Le budget note que si, au 31 mars 1983, il n'y a pas eu de progrès satisfaisants dans l'élaboration conjointe d'accords fédéraux-provinciaux dans les domaines de l'éducation et du développement des ressources humaines, le gouvernement pourrait être contraint de bloquer les futurs paiements de transfert par habitant pour l'enseignement postsecondaire au niveau de 1982-1983 ou d'adopter d'autres méthodes pour soutenir l'enseignement à ce niveau. Je suis persuadé que les provinces et le gouvernement national pourront trouver ensemble des solutions satisfaisantes à ces problèmes afin que nous puissions conclure un nouvel accord et établir un programme pour améliorer le financement et les structures mêmes de l'enseignement postsecondaire avant l'échéance d'avril 1983.